



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/ECE(51)/L.11
29 avril 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

Cinquante et unième session

DECISIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE
AU COURS DE LA CINQUANTE ET UNIEME SESSION

	<u>page</u>
A (51) Les travaux de la Commission et ses activites futures .	2
B (51) Participation des milieux d'affaires aux activités de la Commission économique pour l'Europe	4
C (51) Diversification des formes et méthodes des activités de la Commission destinées à aider les pays de la région en transition vers une économie de marché et à faciliter leur intégration à l'économie européenne et mondiale	6
D (51) Renforcement de la coopération entre la Commission économique pour l'Europe et l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe	8
E (51) Coopération économique en Méditerranée	10
F (51) Coopération dans le domaine de l'environnement et du développement durable	12
G (51) Coopération dans le domaine des transports	14
H (51) Coopération dans le domaine de l'énergie	16

A (51) LES TRAVAUX DE LA COMMISSION ET SES ACTIVITES FUTURES

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant ses décisions A (50) et 1 (1995-S),

Mettant l'accent sur la résolution 50/11 relative au multilinguisme adoptée par l'Assemblée générale le 25 novembre 1995,

Consciente du rôle important de la CEE en tant qu'instrument de l'application des principes et de la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies au niveau régional,

Prenant acte de la note du Secrétaire exécutif relative au programme de travail pour 1996-2000 (E/ECE/1341) et tenant compte des comptes rendus succincts des réunions informelles spéciales organisées par le Président depuis la cinquantième session conformément à la décision P (45),

Tenant compte également de l'état du budget de la CEE pour l'exercice biennal 1996-1997 dans le contexte des difficultés financières que connaît l'Organisation des Nations Unies et des débats en cours sur la réforme des secteurs économique et social du système des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures dans lesquelles elle invitait le Secrétaire exécutif à entreprendre des travaux préparatoires en vue du cinquantième anniversaire de la création de la Commission économique pour l'Europe, qui doit être célébré en 1997,

Soulignant qu'il importe d'adapter les activités de la CEE aux nouvelles réalités dans la région de la CEE en tenant compte des besoins et des priorités de tous les pays de la région, notamment des pays en transition, ainsi que du rôle croissant du secteur privé, des capacités budgétaires et de la nécessité de réaliser des économies,

Rappelant la contribution de la CEE à la préparation de conférences mondiales et à l'élaboration de leurs programmes d'action,

Consciente du fait qu'à sa quarante-sixième session, le Comité de l'agriculture a demandé à la Commission de prendre une décision finale concernant ses travaux futurs dans le domaine de l'agriculture et sur l'insuffisance des ressources disponibles,

1. Réaffirme qu'en attendant les décisions qui seront prises à sa cinquante-deuxième session sur les résultats des travaux du Groupe de travail spécial sur les orientations stratégiques et l'efficacité, elle est résolue à continuer d'appliquer les décisions O (45) et P (45), prie ses organes subsidiaires de continuer à appliquer les dispositions de la décision O (45) lors de l'examen et de l'exécution de leurs programmes de travail et demande en outre au Secrétaire exécutif de continuer à appliquer les dispositions et recommandations contenues dans les décisions O (45) et P (45) dans la mesure où elles concernent les travaux du secrétariat;

2. Approuve son programme de travail pour 1996-1997 et entérine, en principe, sous réserve de l'examen qui aura lieu à sa cinquante-deuxième session, son programme de travail pour 1996-2000;
3. Prend acte de la note du Secrétaire exécutif (E/ECE/1342) sur les incidences des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur les travaux de la CEE ainsi que de sa note concernant la contribution de la CEE et la suite donnée par cette dernière aux conférences et programmes mondiaux des Nations Unies (E/ECE/1343) et prie le Secrétaire exécutif de poursuivre les travaux en cours dans ces domaines et de consulter les Etats membres avant de prendre de nouvelles initiatives au sujet de la contribution de la Commission aux conférences mondiales ou aux célébrations d'années internationales prévues prochainement ou organisées récemment en attendant les décisions qui seront prises à sa cinquante-deuxième session sur les résultats des travaux du Groupe de travail spécial sur les orientations stratégiques et l'efficacité;
4. Engage les organes subsidiaires principaux à tenir compte de l'intégration d'une démarche tenant compte des sexospécificités, s'il y a lieu, lorsqu'ils définiront et exécuteront leurs programmes de travail;
5. Se félicite de la note du Secrétaire exécutif (E/ECE/1334) concernant la coopération et la coordination des activités avec d'autres organisations et institutions et des groupements sous-régionaux jouant un rôle actif dans la région de la CEE ainsi que de leur participation aux réunions pertinentes de la CEE;
6. Prend note avec satisfaction du document récapitulatif élaboré par le secrétariat (E/ECE/1336) et du rapport du Président de la Commission sur ses consultations avec les bureaux des organes subsidiaires principaux (E/ECE/1335);
7. Souligne qu'il importe de poursuivre des politiques visant à libéraliser et à développer davantage le commerce, notamment l'accès aux marchés et la compétitivité de ces derniers, entre les pays de la région de la CEE et en particulier entre les pays occidentaux et les pays en transition et invite le Comité pour le développement du commerce à poursuivre ses travaux dans ce domaine;
8. Prend acte de la note du Secrétaire exécutif (E/ECE/1330) et des suggestions qui y sont présentées au sujet de la commémoration du cinquantième anniversaire de la Commission économique pour l'Europe et invite le Secrétaire exécutif à régler les derniers détails des préparatifs de la session en coopération étroite avec le Bureau de la Commission et les Etats membres et à faire rapport à ce sujet lors d'une réunion informelle spéciale de la Commission;
9. Prend acte également du rapport du Secrétaire exécutif (E/ECE/1340) sur la coopération dans le domaine des établissements humains;
10. Prend note du rapport intérimaire du Groupe de travail spécial sur les orientations stratégiques et l'efficacité créé en application de la

décision 1 (1995-S) qu'elle a adoptée lors de sa session extraordinaire du 20 septembre 1995, demande instamment qu'il soit répondu rapidement au questionnaire établi par le Groupe de travail spécial et adressé aux gouvernements des pays de la CEE pour avoir leur avis sur le processus d'examen et prie le Groupe de travail spécial d'achever ses délibérations dans les meilleurs délais afin d'élaborer une déclaration sur le renforcement de la coopération économique en Europe qu'elle adopterait à sa cinquante-deuxième session commémorative de 1997;

11. Prend note du budget ordinaire de la CEE pour l'exercice biennal 1996-1997, tel qu'il a été approuvé par l'Assemblée générale, ainsi que de la crise financière de l'Organisation des Nations Unies, invite le Secrétaire exécutif à en examiner attentivement les incidences sur les postes de la catégorie des administrateurs et des agents des services généraux et à prendre des mesures pour pourvoir les postes vacants en tenant dûment compte des priorités définies à la CEE, le prie de communiquer périodiquement aux missions permanentes installées à Genève et aux organes subsidiaires principaux des renseignements sur l'affectation des ressources, qu'elles soient inscrites au budget ordinaire ou qu'elles proviennent de contributions extrabudgétaires et invite en outre le Secrétaire exécutif à prendre l'avis des Etats membres sur toute modification qui pourrait être apportée aux activités inscrites à son programme pour l'exercice biennal 1996-1997 à la lumière des propositions du Secrétaire général (document A/C.5/50/57) sous réserve de leur approbation par l'Assemblée générale;

12. Prie ses organes subsidiaires principaux d'envisager de nouvelles mesures visant à rationaliser leurs délibérations, en vue de tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles;

13. Décide de suspendre les activités du Comité de l'agriculture et de ne conserver que les travaux de la CEE relatifs à la normalisation des produits périssables, qui seront confiés pour l'instant au Comité pour le développement du commerce, et ceux concernant les statistiques agricoles, qui seront dévolus pour le moment à la Conférence des statisticiens européens en attendant les décisions qui seront prises à sa cinquante-deuxième session au sujet de l'avenir du Comité de l'agriculture;

14. Prie le Secrétaire exécutif de communiquer aux organes subsidiaires principaux concernés la présente décision et les autres décisions prises à cette session, ainsi que les opinions exprimées ou approuvées en la matière par les gouvernements des pays membres, et prie ces organes d'en tenir compte dans leurs travaux et lors de l'examen de leurs programmes respectifs.

**B (51) PARTICIPATION DES MILIEUX D'AFFAIRES AUX ACTIVITES DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE**

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant la résolution 50/106 de l'Assemblée générale sur les entreprises et le développement, en date du 20 décembre 1995,

Notant avec satisfaction que les milieux d'affaires et les associations industrielles nationales et régionales s'intéressent et participent aux programmes sectoriels de la CEE concernant, par exemple, l'industrie et la technologie, les transports, la facilitation du commerce, l'énergie et, en particulier, la construction de véhicules, EDIFACT, ainsi qu'aux activités du Centre du gaz et au projet "Efficacité énergétique 2000" de même qu'ils apportent un soutien financier direct à l'exécution de ces programmes de la CEE par le biais de contributions aux fonds d'affectation spéciale correspondants,

Approuvant l'organisation, à la session en cours de la CEE, de la Table ronde sur la coopération et le développement industriel durable qui a bénéficié de la participation active du secteur privé et prenant acte de l'expérience accumulée par ailleurs par la Commission en matière de coopération avec le monde des affaires,

Consciente de la nécessité de voir s'intensifier la participation du secteur privé aux activités de la CEE, notamment aux concours à apporter au processus de transition dans les Etats membres intéressés,

1. Invite les Etats membres à encourager au maximum de leurs possibilités la participation du monde des affaires à l'exécution du mandat de la CEE au moyen d'une coopération plus étroite avec les organes subsidiaires principaux et les fonds d'affectation spéciale, et demande au Secrétaire exécutif de faire de même;

2. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer la gestion des ressources extrabudgétaires apportées par les milieux d'affaires, c'est-à-dire d'élaborer les directives administratives nécessaires et d'établir un choix de projets à financer par ces ressources, de telle façon que les milieux d'affaires seront incités à intensifier leur participation et leur coopération;

3. Prie également le Secrétaire exécutif de chercher au moyen de consultations avec les gouvernements des Etats membres et avec des représentants du monde des affaires s'il serait possible de donner un cadre plus cohérent à la coopération avec ces milieux d'affaires en veillant tout particulièrement aux intérêts du secteur privé en voie de constitution dans les pays en transition;

4. Prend acte avec intérêt de la note sur le développement industriel durable (E/ECE/1327) dans laquelle le Secrétaire exécutif cherche à faciliter les relations entre la CEE et le monde des affaires et le développement de la coopération industrielle dans la région;

5. Est satisfaite du débat qui s'est déroulé pendant la Table ronde sur le développement industriel durable et décide d'examiner ses conclusions;

6. Prie le Secrétaire exécutif d'étudier quels mécanismes permettraient de renforcer la participation des ONG et des milieux d'affaires aux activités de la CEE, compte dûment tenu des dispositifs de cet ordre d'ores et déjà en place au Conseil économique et social, à la CNUCED et dans

d'autres organes des Nations Unies, et de formuler des propositions plus précises en ce sens qu'il présentera à la Commission lors de sa cinquante-deuxième session.

**C (51) DIVERSIFICATION DES FORMES ET METHODES DES ACTIVITES DE LA
COMMISSION DESTINEES A AIDER LES PAYS DE LA REGION EN TRANSITION
VERS UNE ECONOMIE DE MARCHÉ ET A FACILITER LEUR INTEGRATION
A L'ECONOMIE EUROPEENNE ET MONDIALE**

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant les résolutions 48/181, 49/106 et 50/120 de l'Assemblée générale et la résolution 1995/51 du Conseil économique et social,

Réaffirmant la teneur de ses décisions B (48), B (49), B (50) et C (50), ainsi que des autres décisions pertinentes,

Consciente du rôle utile que joue la CEE en aidant les pays en transition, grâce en particulier au programme d'ateliers et de séminaires et à la fourniture de connaissances spécialisées et de services consultatifs ainsi qu'à d'autres activités analogues sur les problèmes de transition organisées sous ses auspices,

Consciente aussi de la nécessité de prendre toutes les mesures possibles pour éviter les doubles emplois avec d'autres organisations internationales exerçant des activités dans le domaine considéré,

Reconnaissant le rôle joué par le Programme régional de services consultatifs de la CEE pour accélérer le processus de réformes économiques dans les pays en transition,

Reconnaissant en outre qu'il importe de diversifier davantage les formes et méthodes des activités de la Commission visant à aider les pays en transition vers une économie de marché et à faciliter leur intégration à l'économie européenne et mondiale,

1. Prend note avec satisfaction de la note du Secrétaire exécutif sur la diversification des formes et méthodes des activités de la Commission destinées à faciliter l'intégration des pays en transition à l'économie européenne et mondiale (E/ECE/1328);

2. Appuie les efforts faits par le Secrétaire exécutif pour diversifier, dans le cadre du mandat de la CEE, les formes et les méthodes des activités de cette dernière visant à aider les pays en transition et l'invite à poursuivre les travaux engagés à cet effet, en attendant les décisions qui seront prises à la cinquante-deuxième session au sujet des résultats des travaux du Groupe de travail spécial sur les orientations stratégiques et l'efficacité;

3. Prend note du travail effectué par le secrétariat pour établir la liste des experts et spécialistes des problèmes de la privatisation et de la transition de divers secteurs de l'économie vers les conditions du marché,

experts et spécialistes dont les services pourraient être fournis aux pays en transition intéressés et prie le Secrétaire exécutif de poursuivre ce travail en vue de faire en sorte que cette liste soit plus complète et plus pratique;

4. Appuie les efforts faits par le Secrétaire exécutif pour coopérer avec l'Institut de Vienne, la Fondation européenne pour la formation et le Centre de Turin de l'OIT, ainsi qu'avec d'autres institutions, afin d'assurer la formation de cadres pour les pays en transition et l'invite à poursuivre ses consultations avec ces organisations sur la façon dont la CEE devrait contribuer à leurs programmes de formation;

5. Invite le Secrétaire exécutif à consulter les programmes et les fonds des Nations Unies et les institutions financières internationales au sujet de la contribution qu'ils pourraient apporter aux activités de la CEE présentant un intérêt particulier pour les pays en transition;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de poursuivre ses consultations sur la collecte et le partage des données relatives aux possibilités d'investissements étrangers directs en coopération avec la Banque mondiale, la BERD et d'autres institutions pertinentes, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, afin de favoriser les investissements étrangers directs dans les pays en transition et d'élaborer un Guide des pratiques propres à promouvoir les investissements tenant compte du travail effectué dans ce domaine par d'autres organisations internationales;

7. Prend note avec satisfaction de la coopération qui s'est instaurée entre le secrétariat de la CEE et la Commission européenne en vue d'exécuter des projets définis par les pays en transition dans le cadre des programmes PHARE et TACIS de l'Union européenne et invite le Secrétaire exécutif à poursuivre les consultations avec la Commission européenne de façon à déterminer s'il est possible de pousser plus avant la coopération pour fournir une assistance aux pays en transition;

8. Se félicite du rapport du Secrétaire exécutif publié sous la cote E/ECE/1329, réaffirme la nécessité de faire en sorte que le Programme régional de services consultatifs de la CEE ait essentiellement pour but de compléter les activités de la CEE en faveur des pays en transition et invite le Secrétaire exécutif à consulter les Etats membres au sujet de la répartition des fonds mis à la disposition de ce programme;

9. Prie à nouveau le Secrétaire exécutif d'adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sous une forme appropriée, une demande concernant l'affectation de ressources adéquates, dans les limites du budget ordinaire actuel de l'Organisation des Nations Unies, pour la mise en oeuvre du Programme régional de services consultatifs;

10. Confirme qu'il importe de poursuivre le programme d'ateliers et de séminaires portant sur des sujets présentant une importance pratique pour les pays en transition de la région de la CEE et invite les Etats membres et les organisations internationales à poursuivre et à augmenter leur appui à la série d'ateliers de la CEE;

11. Exprime ses remerciements aux donateurs qui versent des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux pays en transition pour l'aide financière qu'ils apportent à ces pays par l'intermédiaire de ce Fonds, afin de permettre à leurs représentants de participer aux programmes d'ateliers et de séminaires de la CEE et invite les gouvernements des pays membres, les organisations et les institutions internationales pertinentes ainsi que d'autres donateurs potentiels à verser des contributions au Fonds;

12. Recommande à nouveau au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'examiner la possibilité d'utiliser la CEE comme organe central chargé de faciliter, dans le cadre des dispositions appropriées à prendre au sein du Secrétariat de l'ONU, la promotion et le renforcement de la coopération mutuelle avec les programmes mondiaux, les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies, dans les limites de leurs mandats respectifs;

13. Prie le Secrétaire exécutif de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur l'application de la présente décision.

**D (51) RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LA COMMISSION ECONOMIQUE
 POUR L'EUROPE ET L'ORGANISATION SUR LA SECURITE ET LA
 COOPERATION EN EUROPE**

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant les résolutions 47/10, 48/19, 49/13 et 50/87 de l'Assemblée générale concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe,

Consciente des réalités budgétaires mondiales et de leurs incidences sur les ressources mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies,

Confirmant sa décision F (50) sur le renforcement de la coopération entre la CEE et l'OSCE,

Tenant compte du Cadre de coopération et de coordination entre le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé le 26 mai 1993,

Ayant à l'esprit les conclusions de la réunion visant à faire le point de la mise en oeuvre de la dimension économique de l'OSCE qui s'est tenue à Genève les 22 et 23 janvier 1996 et se félicitant de l'établissement par le secrétariat de la CEE, pour cette réunion, d'un document de base détaillé sur la suite donnée au Document de la Conférence de Bonn de 1990 sur la coopération économique en Europe,

Réaffirmant son intention de jouer un rôle plus actif, dans son domaine de compétence, à l'appui des pays en transition,

Sachant qu'il est important de maintenir et d'améliorer la coordination entre la CEE et le Forum économique de l'OSCE ainsi qu'avec les organes compétents de l'OSCE,

1. Prend note du rapport du Secrétaire exécutif sur les activités de la Commission économique pour l'Europe visant à mettre en oeuvre l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et les autres documents pertinents de la CSCE (E/ECE/1333) et approuve les propositions qui y sont faites au sujet de la coopération à établir entre le secrétariat de la CEE et le secrétariat de l'OSCE pour promouvoir l'application des conclusions pertinentes des réunions de l'OSCE;

2. Considère que la coopération entre la CEE et l'OSCE pourrait être renforcée, dans la limite des ressources disponibles, selon les axes suivants :

- poursuite de consultations régulières entre les deux organisations au niveau du Secrétaire exécutif de la CEE et du Secrétaire général de l'OSCE sur les questions se rapportant à l'exécution des engagements concernant la dimension économique énoncés dans les documents de l'OSCE et, en particulier, à la préparation et au suivi des réunions du Forum économique de l'OSCE;

- collaboration à l'organisation d'ateliers et de séminaires définis par le Forum économique et consacrés à des sujets relatifs à la dimension économique, y compris à la promotion des investissements et aux régimes applicables aux investissements dans les pays en transition;

- mise au point par la CEE d'indicateurs d'alerte rapide concernant la situation économique grâce à la fourniture en temps utile de statistiques thématiques et à l'analyse économique, compte tenu des travaux effectués par d'autres organisations internationales dans ce domaine, ce qui permettrait à l'OSCE de déceler les risques de tension susceptibles de compromettre la stabilité et la sécurité dans la région;

3. Prie le Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour que la CEE contribue au suivi de la quatrième réunion du Forum économique;

4. Demande à ses organes subsidiaires de contribuer de manière appropriée à la suite concrète donnée à la quatrième réunion du Forum économique de l'OSCE, compte tenu du rôle reconnu à la CEE/ONU au paragraphe 15 de la Déclaration du Sommet de Budapest;

5. Prie également le Secrétaire exécutif de consulter le Secrétaire général de l'OSCE en vue de renforcer encore la coopération établie entre la CEE et l'OSCE aux fins de la mise en oeuvre des dispositions pertinentes des documents de la CSCE et de l'OSCE relatifs au renforcement de la coopération économique dans la région, à l'assistance aux pays en transition, ainsi qu'à la sécurité économique dans la région;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session des progrès réalisés dans l'application de la présente décision.

E (51) COOPERATION ECONOMIQUE EN MEDITERRANEE

La Commission économique pour l'Europe,

Réaffirmant sa décision D (50) et les décisions qu'elle a adoptées précédemment sur la coopération économique en Méditerranée,

Notant la nécessité de mieux en mieux comprise d'efforts communs de tous les pays méditerranéens pour renforcer la coopération économique, sociale, culturelle et environnementale et promouvoir la stabilité et la paix dans la région méditerranéenne à la lumière de l'Acte final de la CSCE, de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, du Document d'Helsinki de 1992 et du Document de Budapest de 1994, du Pacte de stabilité en Méditerranée et de la Conférence interparlementaire sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (de l'Union interparlementaire - UIP) tenue à Malte en novembre 1995,

Notant également l'accord conclu à la Conférence euro-méditerranéenne qui s'est tenue à Barcelone en novembre 1995 et au cours de laquelle les participants ont défini les grands axes politiques, économiques et sociaux d'un partenariat euro-méditerranéen,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire exécutif (E/ECE/1333) sur les activités de la CEE visant à mettre en oeuvre les dispositions pertinentes de l'Acte final de la CSCE et d'autres documents de la CSCE et de l'OSCE, notamment de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, du Document d'Helsinki de 1992 et du document de Budapest de 1994, ainsi qu'une coopération économique en Méditerranée à la lumière de l'Acte final de la CSCE, et plus particulièrement de la partie II du rapport consacré à la coopération économique en Méditerranée;

2. Prend note de la décision adoptée à la cinquième réunion du Conseil des ministres de l'OSCE en décembre 1995 au cours de laquelle a été reconnue la nécessité d'un partenariat avec les Etats non participants de la région méditerranéenne aux fins de la coopération;

3. Prend note avec satisfaction du fait que l'OSCE, lors du Sommet de Budapest de décembre 1994, a reconnu le rôle joué par la CEE et d'autres organisations et institutions internationales compétentes à l'appui de la sécurité et de la coopération en Méditerranée, facteur important pour la stabilité dans la région de l'OSCE;

4. Prend note également de la participation de la CEE à toutes les réunions pertinentes de l'OSCE consacrées à la coopération économique, notamment à celles tenues dans la région méditerranéenne;

5. Se félicite des activités entreprises par le secrétariat au sujet des questions méditerranéennes telles qu'elles sont exposées dans le document de la Commission E/ECE/1333;

6. Demande au Secrétaire exécutif de continuer de procéder, comme il y a été invité précédemment, à une analyse pragmatique de la coopération

actuelle entre les pays méditerranéens membres de la CEE et de définir des moyens efficaces de renforcer la coopération économique en Méditerranée, ainsi qu'entre les pays méditerranéens membres de la CEE et les autres pays membres de la CEE, dans tous les secteurs du programme de travail de la CEE, dans la limite des ressources disponibles, en vue de leur examen par les organes subsidiaires principaux et les groupes de travail de la Commission dans le cadre de leur programme de travail;

7. Demande en outre aux Etats membres d'aider la Commission dans ses activités en cours sur l'analyse des politiques macro-économiques et sectorielles pour que soit prise en compte la dimension méditerranéenne de la CEE;

8. Prie le Secrétaire exécutif de continuer de collaborer avec les secrétaires exécutifs des autres commissions régionales concernées, ainsi qu'avec les chefs des secrétariats des autres organismes des Nations Unies compétents afin d'assurer une interaction avec les partenaires méditerranéens pour la coopération, le but étant d'accroître la coopération interrégionale sur les sujets relevant de la compétence de la CEE et présentant un intérêt pour tous les pays méditerranéens;

9. Prend note du rapport que la CEE a soumis au Conseil économique et social à sa session de fond de 1995 (E/1995/46) au sujet du projet de liaison permanente Europe/Afrique par le détroit de Gibraltar ainsi que de la résolution E/1995/48 dans laquelle le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire exécutif de la CEE de lui présenter un rapport sur le projet à sa session de fond de 1997;

10. Appelle les pays méditerranéens à coopérer étroitement avec la CEE et l'OSCE pour intensifier le dialogue avec les partenaires méditerranéens pour la coopération dans le cadre de séminaires et à resserrer les liens qu'ils ont noués entre eux en entreprenant des projets particuliers pour la région méditerranéenne et invite le Secrétaire exécutif à collaborer avec le groupe de contact informel à composition non limitée du Conseil permanent de l'OSCE à Vienne, conformément à la décision sur la Méditerranée adoptée au Sommet de Budapest de 1994;

11. Demande à la CEE de collaborer avec l'OSCE à l'organisation d'ateliers et de séminaires sur des sujets relatifs à la coopération économique, définis par l'OSCE et consacrés à l'examen de questions méditerranéennes, avec les partenaires méditerranéens pour la coopération;

12. Se félicite de la Déclaration adoptée par les pays méditerranéens et l'Union européenne à la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone de novembre 1995 et invite le Secrétaire exécutif à étudier la possibilité d'un financement de l'Union européenne, envisagé dans le volet du programme de travail de la Conférence de Barcelone consacré au partenariat économique et financier, pour entreprendre la mise au point et aider à l'exécution de projets bénéficiant de l'appui des pays méditerranéens dans des domaines tels que la facilitation du commerce, l'environnement, les transports, les statistiques et l'énergie;

13. Prie le Secrétaire exécutif de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session de la suite donnée à la présente décision.

F (51) COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant sa décision G (50) sur la coopération dans le domaine de l'environnement et du développement durable,

Affirmant à nouveau que la coopération dans le domaine de l'environnement est une activité prioritaire de la Commission économique pour l'Europe,

Reconnaissant la nécessité d'assurer que la politique suivie dans tous les secteurs est compatible avec un développement durable,

1. Souligne combien il importe que la CEE/ONU coopère avec les institutions sous-régionales et les organisations internationales menant des activités dans le domaine de l'environnement;

2. Souligne la nécessité pour les organes subsidiaires principaux de mieux intégrer, le cas échéant, à leurs activités et à leur prise de décisions des considérations relatives à l'environnement et au développement durable;

3. Est satisfaite des résultats de la troisième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" qui s'est tenue à Sofia (Bulgarie) du 23 au 25 octobre 1995, note avec gratitude que la Conférence a reconnu quel rôle important joue la CEE en suivant le déroulement du processus "Un environnement pour l'Europe" en coopération étroite avec les institutions pertinentes, et note également les tâches confiées à cet égard au Comité des politiques de l'environnement;

4. Demande à tous ses organes subsidiaires d'apporter le concours voulu à la mise en oeuvre du Programme écologique pour l'Europe;

5. Approuve la création du Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires qui a été chargé d'harmoniser le processus "Un environnement pour l'Europe" et de préparer la Conférence ministérielle qui se tiendra en 1998 au Danemark, et approuve également la création du Groupe de travail spécial qui a été chargé d'élaborer un projet de convention concernant l'accès à l'information sur l'environnement et la participation du public à la prise de décisions en matière d'environnement;

6. Se déclare satisfaite de la façon dont le Comité des politiques d'environnement a mené sa première étude nationale de performance environnementale et invite le Comité à continuer de chercher à étendre le système aux pays de la région de la CEE/ONU qui ne sont pas membres de l'OCDE;

7. Prend note des travaux entrepris par le Comité préparatoire de la Conférence régionale sur les transports et l'environnement qui aura lieu à Vienne, si possible pendant la deuxième semaine de novembre 1997, sous les auspices de la CEE;

8. Demande une fois encore à tous les Etats membres de la CEE et de l'Union européenne d'envisager, s'ils ne l'ont pas déjà fait, de ratifier les conventions ci-après de la CEE, ou d'y adhérer, selon le cas, le plus tôt possible :

- Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;
- Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière;
- Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels;
- Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux;

9. Demande aussi à tous les Etats membres de la CEE et de l'Union européenne d'envisager la ratification des protocoles sur les NOx et les COV, ou l'adhésion à ceux-ci, et d'envisager de signer et de ratifier le Protocole relatif à une nouvelle réduction des émissions de soufre dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, ou d'y adhérer, selon le cas;

10. Demande en outre à tous les Etats membres de la CEE et de l'Union européenne d'apporter un soutien actif à l'élaboration du nouveau protocole sur les Nox et des protocoles sur les métaux lourds et les polluants organiques persistants (POP) décidée par l'Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance;

11. Invite les Etats membres de la CEE, les organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales et les autres donateurs potentiels à examiner les besoins financiers et techniques qu'éprouvent les pays en transition quand ils mettent en oeuvre les dispositions des conventions et protocoles ci-dessus;

12. En attendant les décisions qui seront prises à sa cinquante-deuxième session sur les résultats des travaux du Groupe de travail spécial sur les orientations stratégiques et l'efficacité, prie le Secrétaire exécutif de continuer de fournir les ressources d'ores et déjà attribuées aux activités de la CEE dans le domaine de l'environnement conformément à l'ordre de priorité déterminé pour ces activités par le Comité des politiques de l'environnement et de communiquer en outre aux Etats membres, en temps utile, des informations détaillées sur l'affectation de ces ressources;

13. Prie enfin le Secrétaire exécutif de rendre compte à sa cinquante-deuxième session des mesures qu'il aura prises pour appliquer la présente décision.

G (51) COOPERATION DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant ses décisions O (45), G (49) et H (50),

Réaffirmant la priorité élevée qu'elle continue d'accorder à ses travaux concernant le renforcement de l'harmonisation des règlements techniques en vue d'un transport sûr et efficace des personnes et des biens, la facilitation des opérations de transport transfrontalier, la poursuite du développement de réseaux de transport cohérents et l'intensification de la coopération générale dans le domaine des transports,

Consciente des difficultés que les pays en transition rencontrent pour élaborer des mécanismes d'économie de marché dans le domaine des transports, notamment pour mettre en place des cadres juridiques satisfaisants et des activités rentables du secteur privé,

Soulignant la nécessité pour la CEE de contribuer à l'application de concepts harmonisés et coordonnés en matière de politique des transports dans la région en collaboration étroite avec l'Union européenne, la CEMT, les groupes sous-régionaux ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent des questions de transport de sorte d'éviter les doubles emplois,

Insistant sur l'importance que la CEE continue à jouer en matière de coopération régionale dans le secteur des transports, même dans un contexte de difficultés financières croissantes et de nécessaire rationalisation,

1. Prend note avec satisfaction du rapport et des conclusions du Comité des transports intérieurs sur sa cinquante-huitième session;

2. Se félicite des mesures prises suite à la deuxième Conférence paneuropéenne sur les transports et de la participation constructive du secrétariat aux préparatifs de la troisième conférence prévue pour juin 1997;

3. Prend note du rapport intérimaire du Comité préparatoire à la Conférence régionale sur les transports et l'environnement et encourage le Comité à poursuivre ses travaux sur la base du projet de lignes directrices pour une stratégie commune en matière de transport et d'environnement ainsi qu'à proposer des projets de documents finals pour que la Conférence les adopte en tenant compte des options actuellement à l'examen;

4. Décide de tenir la Conférence à Vienne, si possible pendant la deuxième semaine de novembre 1997;

5. Prie le Comité préparatoire de lui soumettre le rapport définitif sur les résultats, en particulier en ce qui concerne l'organisation, le projet d'ordre du jour, la documentation de base et les documents finals, à sa cinquante-deuxième session pour qu'elle puisse prendre des décisions sur les questions de fond et de forme;

6. Souligne la nécessité d'une révision urgente des dispositions de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR et invite instamment les Parties contractantes à la Convention à adopter immédiatement les amendements à celle-ci qui font l'objet d'un consensus avant que les autres éléments de la révision soient achevés, engage toutes les Parties contractantes à la Convention à participer activement au processus de révision et approuve les décisions du Comité des transports intérieurs concernant les possibilités de renforcer les ressources humaines du secrétariat affectées aux travaux en la matière;

7. Prend note de l'évolution des débats relatifs à la seconde phase de la révision de l'Accord de 1958 concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur pour ce qui est des modifications supplémentaires à l'Accord en tant qu'instrument mondial;

8. Se félicite de l'achèvement de l'Accord européen sur les grandes voies navigables d'importance internationale (AGN) et invite les Etats membres à envisager de signer l'Accord à Genève entre le 1er octobre 1996 et le 30 septembre 1997;

9. Invite instamment les Etats membres à déterminer la forme juridique des règlements applicables au transport combiné sur les voies navigables et, éventuellement, à la navigation côtière, et à adopter l'instrument juridique à la prochaine session du Comité;

10. Approuve les décisions du Comité des transports intérieurs relatives à la constitution d'un groupe de travail international chargé d'élaborer un projet d'accord européen concernant le transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure;

11. Se félicite des résultats obtenus dans l'application des projets d'infrastructure routière (TEM) et ferroviaire (TER) et souligne l'importance, pour les pays qui y participent, de poursuivre leur mise en oeuvre, en collaboration étroite avec les autres Etats membres de la CEE, l'Union européenne et les institutions non gouvernementales compétentes;

12. Accueille avec satisfaction les décisions du Comité des transports intérieurs visant à intensifier l'aide aux pays en transition, tout en demandant au secrétariat de maintenir une collaboration étroite avec l'Union européenne, les organisations et institutions internationales qui apportent également une aide à ces pays afin d'assurer une meilleure coordination et d'éviter les chevauchements d'activités;

13. Réaffirme la nécessité de pourvoir, le plus tôt possible, dans le cadre des ressources existantes voire de ressources réduites, le poste vacant à la Division des transports en vue des tâches à accomplir dans la section chargée du transport des marchandises dangereuses;

14. Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport à la Commission, à sa cinquante-deuxième session, sur l'application de la présente décision.

H (51) COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE

La Commission économique pour l'Europe,

Rappelant sa décision I (50) et la décision 0 (45) dans la quelle elle a déterminé les questions prioritaires de la CEE;

Notant l'importance de l'énergie pour la croissance et le développement économique et la lnécessité de promouvoir un développement durable du secteur énergétique,

Soulignant l'importance des questions relatives à l'énergie dans la coopération régionale, notamment en ce qui concerne l'aide aux pays en transition,

Rappelant qu'un certain nombre de pays membres ont demandé de considérer l'énergie comme un domaine de travail prioritaire et d'encourager la coopération en matière énergétique entre les Etats membres de la CEE,

Consciente du fait que le programme de travail de la CEE dans le domaine de l'énergie offre à tous les Etats membres, au secteur privé et aux institutions et oganisations non gouvernementales intéressées des occasions pour se rencontrer régulièrement afin d'examiner les questions énergétiques et de favoriser la coopération dans le domaine de l'énergie,

1. Prend note du rapport du Secrétaire exécutif (E/ECE/1339) sur la coopération dans le domaine de l'énergie ainsi que du rapport et des conclusions du Comité sur sa cinquième session;

2. Invite le Comité de l'énergie:

- à faire appel au secteur privé pour qu'il soutienne les pays en transition à l'aide d'activités extrabudgétaires telles que le Centre du Gaz, le projet "Efficacité énergétique 2000" et le programme pour l'application des techniques propres d'utilisation du charbon;

- à coopérer et à collaborer avec les autres institutions, groupes sous-régionaux et organisations non gouvernementales de la région de la CEE qui travaillent dans le secteur de l'énergie afin que les ressources disponibles et les complémentarités soient utilisées au mieux;

- à continuer ses travaux d'élaboration de normes et de règles internationales dans le secteur énergétique;

- à harmoniser les travaux du Comité de l'énergie avec ceux de ses organes subsidiaires et à orienter son programme de travail de manière à faciliter son application;

3. Prie le Secrétaire exécutif de lui rendre compte à la cinquante-deuxième session de l'application de la présente décision.
